



LA CRISE MONDIALE DE L'EMPLOI REQUIERT LE SOUTIEN DES IFI À LA CRÉATION D'EMPLOIS, ET NON PAS À L'AUSTÉRITÉ

Déclaration du groupement Global Unions¹ aux Réunions annuelles de 2010 du FMI et de la Banque mondiale Washington, du 9 au 11 octobre 2010

Introduction

1. Le groupement Global Unions est vivement préoccupé par le fait que le changement récemment opéré par les institutions financières internationales (IFI), en passant d'un soutien aux politiques de relance à un appel à une consolidation fiscale, puisse mettre en danger la reprise fragile et prolonger les taux élevés actuels de sous-emploi durant plusieurs années. Les signes démontrant que la croissance économique ralentit dans certaines régions du monde quelques mois à peine après le début de la reprise rendent probable une récession à double-creux à laquelle aura contribué ce retournement politique. Des conditions d'austérité ont été appliquées aux emprunts récents du FMI et leur impact négatif sur les travailleurs/euses a déjà été ressenti, au même titre que l'incidence en termes de baisse rapide de la qualité des services publics qui, à long terme, portera atteinte au développement des pays. Une nouvelle récession ralentira également les progrès en vue d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, déjà gravement compromis en raison de la croissance économique négative en 2008-2009 et du non-respect des engagements d'aide. **La présente déclaration appelle les IFI à abandonner les programmes d'austérité et à soutenir des mesures de relance axées sur l'emploi et des investissements dans des services publics de qualité en vue de contribuer à la reprise.**

2. Certains pays ont adopté de nouvelles réglementations sur le marché financier afin d'essayer de maîtriser les activités insuffisamment réglementées qui ont provoqué l'effondrement financier. Toutefois, d'autres pays n'ont pas réalisé de progrès et l'absence de coordination internationale dans l'établissement d'un nouveau cadre réglementaire, que le groupement Global Unions et d'innombrables autres organisations ont préconisé, est un échec significatif. La présente déclaration appelle le FMI et d'autres organes internationaux mandatés pour développer un cadre réglementaire financier à prendre des mesures concrètes dans ce sens. **Ils devront également prendre part à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières qui contribue à réparer les dommages causés par la crise financière, notamment les taux élevés inacceptables de chômage, et à respecter les**

¹ Le groupement Global Unions est composé de la Confédération syndicale internationale (CSI), qui compte 175 millions de membres dans 155 pays, des Fédérations syndicales internationales (FSI) qui représentent leurs secteurs respectifs à l'échelon syndical international (IBB, IE, AIEA, ICEM, FIJ, FIOM, ITF, FITTHC, UITA, ISP et UNI) et de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (CSC-TUAC).

principaux engagements pris par la communauté internationale en matière de financement du développement et de la lutte contre le changement climatique.

3. Certaines causes fondamentales de la crise de 2008-2009, souvent résumées comme des « déséquilibres mondiaux », doivent encore être sérieusement abordées, notamment les inégalités croissantes et la baisse de la part du revenu des travailleurs dans le monde entier. Les IFI devraient prêter une plus grande attention aux problèmes sous-jacents qui expliquent la stagnation et la chute des salaires réels, notamment les violations généralisées des droits des travailleurs/euses. En ce qui concerne les points positifs, la Banque mondiale a récemment amélioré les exigences liées aux normes du travail pour les projets d'infrastructure qu'elle finance et devrait désormais œuvrer pour garantir une mise en œuvre efficace de ces critères.

Des mesures de relance axées sur l'emploi sont nécessaires

4. Le FMI a révisé à la hausse ses dernières prévisions de croissance mondiale pour 2010 sur la base d'une croissance plus forte durant les premiers mois de l'année. Les développements vers le milieu de l'année 2010 étaient moins positifs, dans la mesure où la croissance économique a ralenti dans un certain nombre des plus grandes économies mondiales, telles que les États-Unis et la Chine. Certains analystes ont révisé leurs prévisions à la baisse, en particulier compte tenu des plans de nombreux gouvernements pour réduire les programmes de relance et plusieurs parlent ouvertement d'une récession à double creux.

5. Le marché du travail ne s'est pas amélioré dans la plupart des pays en dépit d'une reprise de la croissance mondiale en 2010. Le chômage et le sous-emploi restent aux niveaux élevés atteints au point culminant de la récession, comme l'avaient prédit les dirigeants du G20 lors de leur Sommet à Pittsburgh en septembre 2009: « Sans une action durable, le chômage risque de continuer à augmenter dans de nombreux pays même une fois les économies stabilisées, avec des répercussions disproportionnées sur les segments les plus vulnérables de nos populations ». En avril 2010, les ministres du Travail du G20 y ont donné suite en recommandant qu'une « attention constante soit portée à la création d'emplois et au maintien de l'emploi, notamment en appliquant résolument les politiques existantes et en envisageant des mesures supplémentaires en faveur de l'emploi. Dans les pays présentant un sous-emploi important, un vaste secteur informel et/ou un taux de pauvreté élevé, nous recommandons des efforts ciblés pour créer des emplois pour les ménages pauvres et les groupes vulnérables... ». À l'échelle mondiale, la Conférence internationale du travail en juin 2009 a adopté un Pacte mondial pour l'emploi qui appelle également à une action vigoureuse pour combattre la crise de l'emploi.

6. Les politiques de relance adoptées par le G20 et d'autres pays doivent être poursuivies dans les pays où une reprise économique soutenue n'a pas encore été amorcée et devraient être revues afin de mettre plus l'accent sur l'emploi. Les grands projets d'infrastructure qui ont été amorcés ou accélérés dans le cadre des stratégies anti-récession ont joué un rôle déterminant dans les programmes de relance et devraient être poursuivis, surtout s'ils contribuent au renforcement de la productivité globale. Toutefois, les projets à échelle plus réduite tels que ceux qui visent à accroître l'efficacité énergétique ou à promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables et la réduction des gaz à effet de serre - les emplois verts - présentent souvent un contenu

d'emploi égal ou supérieur. Il en va de même en ce qui concerne les investissements dans l'éducation, la formation et les soins de santé qui non seulement contribuent à ce que la création d'emploi soit rapide et couvre l'ensemble du pays, mais constituent également la base des gains de productivité à long terme. Les investissements nécessaires dans l'agriculture des pays en développement ne créeront pas seulement des emplois là où ils sont le plus nécessaires mais peuvent également contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et le niveau de vie de la main-d'œuvre rurale.

7. Outre la création d'emplois destinés aux chômeurs et aux chômeuses, les politiques de relance devraient intégrer des politiques et des programmes en matière de genre visant à corriger les inégalités profondément enracinées en termes de genre sur les marchés du travail. Alors que la crise a un impact négatif sur l'emploi tant pour les hommes que pour les femmes, elle risque d'accroître davantage la précarité des emplois des femmes. **Le FMI et la Banque mondiale devraient faire de la création d'emplois une priorité essentielle dans leurs actions et soutenir l'agenda du travail décent à travers des programmes améliorés de remplacement des revenus et des politiques actives du marché du travail tant pour les femmes que pour les hommes.**

Le FMI doit élargir son aide pour soutenir la reprise

8. Le soutien à la création d'emplois est surtout important dans les pays qui ont requis une assistance financière d'urgence au FMI en vue de faire face aux crises financière et économique. Toutefois, la série la plus récente de prêts accordés par le FMI démontre que l'accent est à présent mis sur la consolidation fiscale et la réduction des déficits, même si en 2009 certains programmes d'emprunt ont été adaptés pour permettre de plus grands déficits pour faire face à l'impact des crises. Par exemple, en 2009, le FMI a convenu que le déficit fiscal en Ukraine pouvait être supérieur à 8,5% du PIB, mais selon un nouvel accord de prêt de 15,1 milliards USD conclu en août 2010, le déficit doit être ramené à 3,5% du PIB d'ici à 2011 - à travers le gel des salaires, des baisses des pensions et des hausses des prix des services publics – bien que le rythme de la reprise soit lent et que le FMI espère que le chômage ne baissera pas pendant plusieurs mois.

9. En ce qui concerne la Jamaïque, l'accord de prêt de 1,27 milliard USD conclu par le FMI en février 2010 requiert une réduction du déficit fiscal à travers des augmentations des taxes à la consommation et des prix des services publics, le gel des salaires dans le secteur public et une réduction de la masse salariale ainsi que plusieurs privatisations. Les enseignants et d'autres travailleurs du secteur public n'ont pas perçu les remboursements négociés des arriérés salariaux en raison de cet accord de prêt. Ces mesures sont appliquées dans un pays où la production économique a été réduite en 2008 et 2009 et il est prévu qu'elle baisse pour la troisième année d'affilée en 2010. Le chômage augmentera davantage en raison des mesures d'austérité.

10. Pour ce qui est de la Grèce, qui a négocié l'un des plus grands accords de prêt de l'histoire du FMI – conjugué au financement par des pays de l'UE, le montant total du prêt s'élève à 110 milliards USD – le gouvernement a été obligé d'adopter d'énormes mesures d'austérité et de réduire considérablement le déficit du secteur public en pleine récession. Par conséquent, le FMI s'attend à ce que le chômage passe de 9% en 2009 à pratiquement 15% en 2012. Malgré d'importantes réductions des dépenses, le FMI prévoit que le taux de la dette du gouvernement passe à 115% du PIB en 2009 jusqu'en 2013 au moins lorsqu'il atteindra 149% du PIB. Au lieu de l'améliorer, le programme

d'austérité aggrave la situation liée à la dette à moyen terme en renforçant la contraction de l'économie.

11. Le nouvel accent mis sur l'austérité touche également les pays les plus pauvres du monde. Un rapport publié récemment par Oxfam, qui examine les politiques du budget de 56 pays à faible revenu, témoigne clairement d'un renversement de la politique entre 2009 et 2010: « Contrairement à la réponse à la crise financière asiatique vers la fin des années 1990, deux tiers des pays qui ont fait l'objet de l'étude ont augmenté leur déficit budgétaire, fournissant un « stimulant budgétaire » initial louable pour combattre la crise. Toutefois, un quart seulement a maintenu ce stimulant en 2010. Les pays adoptant des programmes du FMI ont mis en œuvre un plus grand nombre de stimulants que d'autres en 2009 mais, inversement, il est prévu qu'ils les diminuent nettement en 2010 ».²

12. Le FMI devrait utiliser ses ressources financières élargies, qui ont triplé en 2009 et que le Fonds propose d'augmenter davantage, pour encourager les pays touchés par la crise mondiale à adopter des politiques fiscales anticycliques pendant de plus longues périodes jusqu'à ce qu'ils sortent de la récession. En outre, la situation de la Grèce et de nombreux autres pays met en évidence la nécessité d'un mécanisme de restructuration de la dette souveraine équitable et transparent qui puisse être utilisé par les pays dont les niveaux d'endettement sont insoutenables.

La reprise de la crise des prix alimentaires requiert une action des IFI dans les pays à faible revenu

13. Les pays à faible revenu ont été touchés par la crise économique en subissant l'impact de la récession mondiale de 2008-2009 conjugué à une reprise de la crise des prix alimentaires en 2010, qui a atteint son point culminant antérieur en 2008. Ces crises ont compromis davantage la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement en vue de la réduction de la pauvreté, des améliorations en matière de santé et d'éducation ainsi que d'autres objectifs.³ Les progrès accomplis pour atteindre les OMD ont également été menacés par le non-respect par les pays donateurs des engagements en matière de développement, notamment ceux pris par les dirigeants du G8 lors de leur Sommet en 2005 à Gleneagles, Écosse.

14. La Banque mondiale a accordé beaucoup d'importance à son assistance financière aux pays en développement au cours des deux dernières années, alors que l'aide fournie aux pays à faible revenu, où se posent les plus grands défis pour atteindre les OMD, a augmenté à un rythme beaucoup plus lent. Les prêts et dons sans intérêt accordés par l'AID, qui fournit une aide à 79 pays à faible revenu, ont augmenté d'à peine 3,6% en 2009-2010, contre une hausse de 34% par la division de prêts portant intérêt, la BIRD, selon le rapport fiscal de fin d'année de la Banque. Toutefois, la reprise de la crise des prix alimentaires aura le plus grand impact sur les travailleurs/euses et d'autres groupes vulnérables dans les pays à faible revenu.

² Kyrili and Martin, *The Impact of the Global Economic Crisis on the Budgets of Low-Income Countries* (« L'impact de la crise économique mondiale sur les budgets des pays à faible revenu »), Oxfam International, juillet 2010

³ Voir CSI, « Déclaration syndicale au Sommet 2010 de l'Assemblée générale sur les Objectifs du millénaire pour le développement », Nations unies, New York, du 20 au 22 septembre 2010

15. La Banque mondiale devrait collaborer avec les pays donateurs afin de garantir qu'une aide supplémentaire soit accordée aux pays touchés par la nouvelle flambée des prix alimentaires et qu'un allègement supplémentaire de la dette soit consenti aux pays à faible revenu. Tant le FMI que la Banque mondiale devraient formuler des recommandations concernant les mesures visant à supprimer les investissements financiers spéculatifs des marchés des produits de base dans la mesure où ils ont clairement contribué à la volatilité des prix.

La baisse de la part des revenus des travailleurs/euses: corriger le déséquilibre mondial

16. Une attention considérable a été accordée aux « déséquilibres mondiaux » comme cause profonde de la crise financière et économique mondiale qui a éclaté en 2008, mais l'accent a été principalement mis sur les déséquilibres entre les pays enregistrant de grands excédents commerciaux et les pays déficitaires. Aussi importante soit-elle, une plus grande attention devrait être accordée par les IFI à l'une des causes fondamentales du déficit commercial ainsi qu'à d'autres facteurs de déstabilisation: les inégalités croissantes de revenus au sein de la plupart des pays du monde, tant en développement qu'industrialisés, qui ont accompagné le processus de mondialisation des trois dernières décennies.

17. La 'flexibilisation' du marché du travail a été l'un des principaux éléments contribuant à l'aggravation des inégalités. Les travailleurs qui sont dans des situations d'emploi précaire, avec des contrats d'emploi atypiques, n'ont souvent pas le droit ou la possibilité de prendre part à des négociations collectives. Ils ne sont, par conséquent, pas en mesure d'améliorer leurs conditions de travail. Ils sont aussi ceux qui ont le plus de mal à faire face aux chocs économiques qui surviennent. Un aspect particulièrement inquiétant est la surreprésentation des femmes dans les emplois précaires, notamment les emplois à temps partiel, intérimaires, à travers des agences ou sous-traités. Dans les pays en développement, les femmes se retrouvent généralement dans les segments inférieurs des chaînes d'approvisionnement mondiales ou vers la périphérie des systèmes de production, précisément où les salaires et la qualité de l'emploi sont les plus bas.

18. Même avant la crise économique mondiale, la stagnation ou la baisse des revenus réels pour de nombreux travailleurs/euses était une cause majeure du phénomène de croissance des inégalités. À quelques exceptions près, la part du revenu national des travailleurs/euses a chuté car les salaires réels des travailleurs/euses n'ont pas augmenté proportionnellement aux accroissements de la productivité. Compte tenu de la stagnation des marchés nationaux en raison des revenus insuffisants des travailleurs/euses, plusieurs pays ont adopté des politiques économiques visant à augmenter leur part des exportations mondiales sans augmenter les importations, en créant ainsi des déséquilibres extérieurs que le FMI et d'autres agences ont identifiés comme déstabilisateurs. Et dans certains pays, les firmes financières ont cherché à profiter de la réalité de la stagnation des revenus des travailleurs/euses en augmentant considérablement les prêts à des ménages déjà lourdement endettés, notamment à travers des pratiques prédatrices, menant ainsi à la crise des subprimes aux États-Unis et à des situations similaires dans d'autres pays.

19. Inverser la baisse des revenus des travailleurs/euses et combler l'écart de rémunération entre hommes et femmes devraient constituer les principaux objectifs des institutions internationales, notamment le FMI et la Banque mondiale. **Les IFI ne peuvent prétendre avoir réussi à contribuer au développement des pays si les revenus nationaux favorisent de plus en plus une élite nantie. Outre la contribution à la croissance des inégalités, les politiques qui ignorent l'impact distributif augmentent le potentiel d'une instabilité économique et sociale, comme l'ont clairement démontré la crise et la récession financières mondiales de 2008-2009.**

Améliorer les revenus des travailleurs/euses et la protection sociale afin de réduire les inégalités

20. Des politiques qui commencent à corriger les inégalités croissantes et la baisse de la part du revenu national des travailleurs/euses peuvent et doivent être mises en œuvre. Avant tout, ces politiques doivent soutenir des emplois de qualité – le travail décent, y compris le respect des normes internationales du travail et une protection sociale adéquate pour tous – dans le cadres de efforts de reprise économique mondiale mais également d'une stratégie de développement durable à long terme. Il convient de souligner que les pays appliquant des programmes adéquats de protection des revenus et des mécanismes de dialogue tripartite fonctionnant bien ont nettement mieux surmonté la récession que les pays dotés de marchés du travail non réglementés et d'une protection sociale faible. Dans les pays en développement, l'extension de la couverture sociale essentielle aux personnes dépourvues de toute protection sociale, les programmes de travaux publics et l'augmentation des salaires minimums se sont avérés être des moyens extrêmement efficaces pour stimuler la création d'emplois dans des régions ou des secteurs moins favorisés, moyennant le renforcement de l'apport de revenus en espèces vers ces secteurs ou régions.

21. Les dirigeants du G20 ont adopté, lors de leur Sommet à Pittsburgh, un « Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée » qui comprend un certain nombre de ces éléments, et qui a été élaboré dans une plus grande mesure par les ministres de l'Emploi et du Travail du G20, lors de leur réunion à Washington en avril, qui ont ajouté la nécessité de renforcer la protection sociale et de soutenir des politiques actives de l'emploi. Le FMI a été chargé de développer un Processus d'évaluation mutuelle du G20 afin d'encourager les pays à adopter des politiques conformes à un programme de croissance équilibrée. Toutefois, le passage vers des politiques d'austérité en 2010 révèle que très peu a été fait pour mettre en œuvre ces cadres politiques.

22. **Les IFI doivent encourager et soutenir les pays qui adoptent des politiques en matière de travail et de protection sociale visant à réduire les inégalités et à améliorer les revenus des travailleurs/euses.** Le Brésil, qui était antérieurement l'un des pays les plus inégalitaires du monde, a commencé à avancer dans la réduction des inégalités de revenus en conjuguant un accroissement des salaires minima à une extension des programmes de transfert des revenus destinés aux ménages à bas revenu. Le soutien aux institutions et aux processus du marché de l'emploi, notamment la négociation collective, sont également des éléments clefs pour réduire les inégalités.

23. Les politiques de protection sociale encouragées par les IFI doivent s'axer non seulement sur l'égalité de traitement des hommes et des femmes mais également sur

des résultats égaux des provisions en matière de genre. L'extension de la sécurité sociale pour tous indépendamment de la situation professionnelle bénéficiera directement aux femmes en raison de leur présence importante dans les emplois informels, précaires et non rémunérés. Fournir une protection adéquate de la maternité à toutes les travailleuses garantit une égalité d'accès des femmes au marché du travail et réduit les inégalités de revenus entre hommes et femmes.

24. Le soutien à des politiques, telles que celles susmentionnées, plutôt qu'à la promotion de la déréglementation du marché du travail et à la réduction des contributions à la sécurité sociale, qui était la marque de la publication à plus grand tirage de la Banque mondiale, « *Doing Business* » (Pratique des affaires), contribuerait à réduire les inégalités de revenus et à améliorer les niveaux de vie des travailleurs/euses. Dans le cadre du Processus d'évaluation mutuelle du G20, le FMI devrait reconnaître les compétences de l'Organisation internationale du travail (OIT) dans les domaines de l'emploi et de la protection sociale et inviter l'OIT à préparer des chapitres importants sur l'emploi et la politique sociale concernant chaque action des gouvernements du G20 en réponse à la crise. Des mesures visant à soutenir le travail décent et à réduire les inégalités de revenus et sur le marché de l'emploi devraient être incorporées dans les recommandations.

Les IFI doivent soutenir des services publics de qualité

25. La population doit accéder à des services publics, notamment l'éducation et les soins de santé, à tout moment, lesquels deviennent encore plus importants durant les crises. Investir dans des services publics est la manière la plus efficace de créer de nouveaux emplois à court terme et de garantir un développement durable à long terme. Sans des services publics de qualité, l'écart entre les riches et les pauvres continuera à se creuser et le secteur privé ne peut fonctionner pleinement. En réduisant les services publics essentiels afin d'atteindre les objectifs de discipline fiscale, les gouvernements non seulement créent des difficultés économiques immédiates et d'énormes coûts sociaux, mais portent atteinte à la croissance de la productivité et au développement global du pays à long terme.

26. La réduction des dépenses consacrées à l'éducation, qui a été effectuée à la suite de l'application de programmes d'austérité dans certains pays qui ont reçu du FMI des prêts d'urgence, pourrait créer une « génération perdue » d'enfants et de jeunes ayant une éducation insuffisante ou inadéquate. Dans de nombreux pays en développement, en raison de l'absence de ressources financières suffisantes pour financer entièrement l'Initiative d'éducation pour tous, les progrès accomplis antérieurement pour atteindre l'Objectif du millénaire pour le développement de l'éducation primaire universelle sont actuellement inversés. La tendance des gouvernements à réduire les coûts, dans certains cas avec le soutien de la Banque mondiale, en engageant dans les écoles du personnel sans formation et sans qualifications sape également les perspectives d'atteindre une éducation de qualité pour tous. **Le FMI et la Banque mondiale devraient soutenir l'accroissement des dépenses pour des services publics de qualité, notamment l'éducation et les soins de santé, dans des pays bénéficiant d'une aide financière des IFI et contribuer à mobiliser les fonds supplémentaires nécessaires pour atteindre l'objectif d'éducation de base universelle.**

Protéger les droits fondamentaux des travailleurs dans les activités financées par les IFI

27. Les IFI devraient prêter une plus grande attention aux problèmes sous-jacents qui expliquent la stagnation et la baisse des salaires réels, notamment les violations généralisées des droits des travailleurs. Les normes fondamentales du travail (NFT) ont été établies en tant que droits fondamentaux des travailleurs que tous les pays devraient respecter et qui devraient également créer les conditions de base nécessaires pour que les travailleurs/euses puissent améliorer leurs conditions de travail et niveaux de vie. Les violations de ces normes ont, dans certains cas, pris la forme d'une nouvelle législation qui contredit ou limite les droits établis par les normes sous le prétexte d'un dénommé impératif d'aborder l'impact de la crise. Un certain nombre de celles-ci sont documentées dans un rapport détaillé publié par la CSI.⁵

28. Pour les IFI, la façon la plus efficace de contribuer à ce que les politiques soient en adéquation avec les NFT consiste à faire en sorte que leurs propres activités soient en conformité avec celles-ci. Le FMI devrait veiller à ce que les programmes de prêts appliqués dans les pays qui empruntent ne soient pas utilisés par les gouvernements pour dénier certains de ces droits, notamment le retrait des droits de négociation collective sous couvert d'un programme d'austérité. Les prêts de la Banque mondiale utilisés pour financer la restructuration des services ou des entreprises du gouvernement devraient également exiger le respect des NFT. En ce qui concerne la construction d'infrastructure financée par la Banque et les projets financés par l'institution de la Banque chargée des prêts avec le secteur privé, la SFI, des mesures importantes ont déjà été prises pour exiger le respect des NFT.

29. En 2009, la Banque mondiale et les banques régionales de développement ont convenu d'un commun accord d'inclure des clauses NFT dans leurs critères harmonisés relatifs aux marchés publics, applicables aux prêts pour des projets de construction par des banques multilatérales de développement, qui ont par la suite été publiés avec l'approbation de tous.⁶ **La Banque mondiale doit prendre des dispositions en matière d'application pour garantir le plein respect des normes fondamentales du travail dans les projets financés par la Banque, ce qui implique qu'une formation devra être assurée au niveau des responsables de la Banque et des gouvernements, de même qu'une surveillance et un suivi appropriés au niveau des projets, notamment l'établissement d'un mécanisme de plaintes signalant les cas de non-respect.** Le groupement Global Unions a proposé de coopérer avec la Banque mondiale et les banques régionales de développement dans le cadre de la mise en œuvre des conditions.

⁴ Les normes fondamentales du travail sont des droits humains fondamentaux internationalement reconnus pour tous les travailleurs, indépendamment du niveau de développement du pays. Elles sont définies aux termes des conventions de l'OIT qui couvrent la liberté syndicale et le droit de négociation collective (Conventions 87 et 98); l'élimination de la discrimination (emploi et profession) (Conventions 100 et 111); l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire (Conventions 29 et 105); et l'abolition effective du travail des enfants, notamment ses pires formes (Conventions 138 et 182).

⁵ CSI, *Rapport annuel 2010 des violations des droits syndicaux*, juin 2010

⁶ Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC), *Conditions of Contract for Construction: Multilateral Development Bank Harmonised Edition* (Conditions de contrat de construction harmonisé des banques de développement multilatérales), juin 2010

30. La SFI, qui en 2006 incorporait des exigences liées aux NFT dans ses normes de performance sociales et environnementales, se trouve actuellement engagée dans un processus de révision des normes dans le cadre duquel elle devrait être amenée à examiner les mécanismes de surveillance et d'application supplémentaires qui doivent être créés, par exemple en ce qui concerne les intermédiaires financiers, qui représentent une part importante et croissante du portefeuille de la SFI. Les normes de performance devraient également être actualisées à la lumière des pertes d'emplois massives résultant de la crise économique mondiale. Les normes de la SFI devraient inclure des conditions obligeant les entreprises à délivrer un avis de fermeture ou une indemnité de licenciement adéquats et à éviter autant que possible le licenciement de travailleurs, ce qui pourrait être accompli moyennant la réduction négociée de la durée de travail ou des programmes de formation, par exemple. **Le groupement Global Unions invite la SFI à adopter les recommandations détaillées qu'il a proposées pour améliorer les normes de performance. Les recommandations visent à garantir que les investissements de la SFI contribuent plus efficacement à la création de travail décent à l'échelle mondiale, y compris le respect des normes fondamentales du travail.**

Une approche mondiale coordonnée pour la réglementation financière

31. La déclaration du Sommet de Pittsburgh de septembre 2009 évoquait « d'importantes failles en matière de réglementation et de surveillance, outre les risques inconsidérés et irresponsables pris par les banques et d'autres institutions financières » et le besoin de « mettre en œuvre des réformes radicales pour s'attaquer aux causes profondes de la crise et transformer le système de réglementation financière internationale ». Certains pays ont adopté de nouveaux régimes réglementaires du secteur financier qui s'appliqueront aux activités qui précédemment n'étaient pas réglementées ou ne l'étaient pas suffisamment. Toutefois, ces nouvelles réglementations continuent de comporter des exceptions et des lacunes et de nombreux autres pays doivent encore avancer pour entreprendre une révision approfondie. La coordination internationale qui était évoquée dans l'appel du G20 en faveur d'une transformation du système en vue d'une réglementation financière mondiale ne s'est pas concrétisée. Deux institutions internationales, le FMI et le Conseil de stabilité financière (CSF) nouvellement élargi, ont été mandatées par le G20 pour travailler sur les aspects d'un cadre international pour la réforme de la réglementation mais n'ont produit que quelques résultats. Qui plus est, le CSF a agi de manière non transparente et a refusé de s'engager dans des échanges en bonne et due forme avec le groupement Global Unions, y compris avec ses organisations affiliées dans le secteur financier, en dépit du fait que les travailleurs/euses ont été parmi les principales victimes des failles liées à la réglementation et à la supervision.

32. Le groupement Global Unions a présenté des recommandations détaillées en vue d'une réforme de la réglementation financière dans chacun des domaines suivants et exhorte le FMI, le CSF et la Banque mondiale à aider les pays à mettre en œuvre les réformes radicales auxquelles les dirigeants du G20 s'étaient engagés en 2009. Les points suivants devraient être abordés de manière prioritaire:

- Établir des contrôles de l'économie financière parallèle, des fonds spéculatifs (*hedge funds*) et des firmes spécialisées dans la gestion du capital-risque (*private equity*)

- Adopter des règles pour « scinder » les activités bancaires d'investissement à haut risque des autres opérations bancaires
- Abolir les paradis fiscaux et réglementaires
- Intégrer les risques liés aux actifs et au levier d'endettement dans les règles prudentielles applicables aux banques
- Limiter les bonus et autres plans de rémunération irresponsables et excessifs au niveau du secteur financier
- Restreindre les dividendes des actionnaires, les rachats d'actions et les prêts à effet de levier
- Réglementer de façon stricte les agences de notation de crédit
- Protéger contre les prêts prédateurs
- Rehausser les mandats des superviseurs et les moyens à leur disposition
- Soutenir les services financiers qui agissent dans l'intérêt de l'économie réelle, notamment à travers les banques coopératives, les assurances mutuelles et les services financiers publics
- S'attaquer à la fuite des capitaux des pays en développement, y compris à travers l'Initiative de la Banque mondiale pour la restitution des avoirs volés

Une taxe sur les transactions financières pour promouvoir la création d'emplois et les objectifs du développement

33. Le soutien à une taxe sur les transactions financières (TTF) s'est renforcé depuis que les dirigeants du G20 ont convenu, lors de leur Sommet en septembre 2009 à Pittsburgh, que le secteur financier devrait « apporter une contribution juste et substantielle » pour compenser les apports extraordinaires des gouvernements qui avaient été nécessaires pour sauver le système financier privé de ses propres investissements à haut risque afin d'empêcher son effondrement. Les charges financières imposées aux gouvernements par la crise ne se limitaient pas au coût des plans de sauvetage des gouvernements mais incluaient également les coûts des allocations de chômage, les mesures exceptionnelles afférentes à la création d'emplois et à d'autres mesures de stabilisation de l'économie, et la perte des recettes de l'État attribuable au recul du taux d'activité économique. Elles devraient toutes être incluses dans le coût de la crise financière et de ses répercussions, qui ont posé d'importants défis fiscaux aux gouvernements dans le monde entier. Des recettes supplémentaires de l'État seront nécessaires pour stimuler la création d'emplois suffisants pour ramener les taux d'emploi à ceux prévalant avant la crise. En outre, plusieurs gouvernements ont pris d'importants engagements en termes d'aide publique au développement et de financement de la lutte contre le changement climatique durant les années à venir.

34. Le groupement Global Unions, ses organisations membres et ses organisations affiliées dans le monde entier soutiennent la TTF car elle générera les revenus nécessaires pour combler l'écart fiscal créé par la crise financière et la récession mondiale qui en a résulté, et permettra que les engagements en matière d'aide au développement et de changement climatique soient respectés. Le Parlement européen et le Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement, plateforme intergouvernementale, ont publié des rapports reconnaissant le rôle positif que pourrait jouer une TTF. Le FMI, qui a préparé des rapports sur la taxation du secteur financier pour le G20, a constaté que différents types de TTF ont été appliqués avec succès dans plusieurs pays du G20 et dans d'autres centres financiers, que les coûts administratifs seraient bas par rapport à d'autres taxes et qu'une TTF à large assiette pourrait élever

considérablement les revenus. Bien que le principal rapport du FMI pour le G20 sur la taxation du secteur financier affiche une préférence pour d'autres options, il conclut qu'une « base suffisante existe pour la mise en pratique d'au moins une certaine forme de TTF ».

35. L'idée d'une TTF a recueilli le soutien de plusieurs organisations de la société civile, gouvernements et dirigeants d'entreprise. Outre sa capacité de génération de revenus, une TTF pourrait contribuer à réduire le « court-termisme », les bulles des prix des actifs et les crises financières récurrentes et à encourager plutôt des investissements générateurs d'emploi dans l'économie réelle. L'expérience liée aux taxes sur les transactions déjà en place démontre qu'il est possible d'appliquer une telle taxe avec succès au niveau d'une ou de plusieurs juridictions mais qu'un processus d'application convenu et coordonné à l'échelle internationale conduira sans aucun doute à une application encore plus efficace. **Compte tenu de l'intérêt croissant dans le monde pour la TTF afin de compenser les coûts de la crise financière, en rétablissant les niveaux d'emploi et en atteignant les objectifs en matière de développement et de changement climatique, le FMI devrait conseiller sur la coordination qu'il pourrait offrir en vue de la mise en œuvre d'une TTF.**

Réforme de la gouvernance aux IFI

36. Le groupement Global Unions a fréquemment soutenu les appels lancés au FMI et à la Banque mondiale pour qu'ils entreprennent un processus de réforme de la gouvernance, qui renforcerait considérablement la représentation des pays en développement dans les structures de prise de décisions de ces institutions et améliorerait la responsabilisation à l'égard des programmes des IFI. Le G20, lors du Sommet à Pittsburgh en septembre 2009, a reconnu le déséquilibre au niveau de la représentation et a proposé que la Banque mondiale et le FMI augmentent les droits de vote des pays en développement de 3 et de 5% au moins respectivement.

37. La Banque mondiale a adopté cette mesure modeste en avril 2010, en augmentant de quelques points le pourcentage du pouvoir de vote des pays « en développement et en transition » et en manifestant l'intention de développer une formule qui pourrait être utilisée pour recalculer à l'avenir le pouvoir de vote. En fait, ces changements continuent de favoriser les pays plus développés. Ceux qui en tirent le plus grand profit sont les pays à revenu intermédiaire et même les 16 pays que la Banque classe comme pays à revenu élevé. Le FMI continue de se battre au niveau interne pour effectuer ce changement. Bien qu'il soit positif que les IFI reconnaissent que la réforme de la gouvernance est nécessaire tant pour leur légitimité internationale que pour leur efficacité, ces légers changements du droit de vote proposés par le G20 et qui jusqu'à présent n'ont été appliqués que partiellement s'avèrent insuffisants. **Le groupement Global Unions et de nombreuses autres organisations de la société civile insistent pour que les pays en développement garantissent au moins la parité dans la représentation auprès des pays industrialisés aussi bien à la Banque mondiale qu'au FMI. Ils soutiennent également un système de vote à la double majorité dans les conseils d'administration des IFI, où une majorité de pays et de votes pondérés sera nécessaire pour prendre des décisions.**

38. La légitimité des IFI et leur degré de responsabilisation dépendent également de leurs pratiques concernant la consultation de ceux directement touchés par leurs politiques et programmes. Dans de nombreux cas de projets ou plans de restructuration

financés par la Banque, les syndicats n'ont pris connaissance des plans que lorsque toutes les décisions avaient été prises, et ce en dépit du fait que la Banque a produit des boîtes à outils et des guides des meilleures pratiques recommandant une consultation préalable avec les représentants des travailleurs concernant l'impact des projets de restructuration sur les travailleurs/euses. Il reste à voir si le nouvel accès de la Banque à la politique d'information de juillet 2010, qui comporte d'importantes améliorations mais permet toujours de nombreuses exemptions pour les projets de documents, changera cette situation.

39. Un grand nombre des prêts d'urgence récents du FMI ont également eu une incidence drastique sur les niveaux d'emploi, les salaires, les prestations et les conditions de travail, particulièrement parmi les travailleurs/euses du secteur public. Le plus souvent, les travailleurs et leurs organisations n'ont été informés qu'une fois que les accords avaient déjà été finalisés. Les IFI devraient veiller à engager des consultations avec les syndicats dont les membres sont affectés par leurs projets ou programmes de prêt avant que le projet ne soit finalisé ou que les conditions du prêt ne soient convenues. **Le FMI et la Banque mondiale devraient informer et consulter les organisations des travailleurs concernées avant de conclure tout projet ou accord de prêt avec le gouvernement, en particulier dans les pays où les gouvernements négligent de consulter les syndicats au sujet des impacts des initiatives des IFI sur les travailleurs/euses.**

Conclusion

40. Le groupement Global Unions exhorte le FMI et la Banque mondiale à adopter des politiques visant à combattre la crise de l'emploi mondiale et à contribuer à une reprise durable, et à interdire aux institutions financières privées de dicter un transfert vers des politiques d'austérité qui causeraient à long terme des dommages économiques et sociaux. Un cadre mondial pour une réglementation financière est nécessaire pour empêcher que la crise financière et économique de 2008 ne se reproduise, un domaine où le FMI pourrait jouer un rôle bien plus important, au même titre que dans le développement et la mise en pratique d'une taxe sur les transactions financières qui contribuerait à payer les coûts de la crise ainsi que les engagements pris en matière de développement et de changement climatique. Les IFI devraient développer des plans d'action immédiats afin de répondre à la reprise de la crise des prix alimentaires, en particulier dans les pays à faible revenu, et d'adopter une approche politique qui commence à inverser trois décennies d'inégalités croissantes de revenus au détriment des travailleurs/euses aux quatre coins du monde. Enfin, le groupement Global Unions appelle la Banque mondiale à suivre de près les récentes mesures positives qu'elle a adoptées pour exiger le respect des normes fondamentales du travail dans les projets de construction financés par la Banque en garantissant une mise en œuvre pleine et efficace.

02-09-10